

POLITIQUE

TROUVER DES SOLUTIONS À LA CRISE

La crise économique qui secoue également la sous-région a constitué l'essentiel des échanges hier à Malabo entre le président Ali Bongo Ondimba et son homologue équato-guinéen. D'où, ont-ils convenu, l'urgence d'organiser un sommet extraordinaire des pays membres de la Cemac.

Page 3

SPORTS

FOOTBALL: LE TAS SIFFLE LA FIN DE LA PARTIE

Saisi du contentieux qui opposait la Fédération gabonaise de football à Bosco Alaba Fall, candidat malheureux à l'élection du président fédéral en mai dernier, le Tribunal arbitral du sport (TAS) a clos son arbitrage pour non respect de l'article R64.4 de son règlement.

Page 11

ECONOMIE

NAVIGATION: L'INTROUVABLE TANKER



Disparu au large des côtes gabonaises le 14 août dernier, le Pantelena, un tanker battant pavillon panaméen et ayant à son bord 17 marins géorgiens reste introuvable. En attendant une communication du gouvernement gabonais, l'hypothèse d'un acte de piratage est avancée.

Page 5

FAIT DIVERS

PRÉSUMÉS MEURTRIERS D'UN ÉTUDIANT



Bienvenu Lembouandza et Mottar Namboiem, deux jeunes gabonais de 18 ans, ont été interpellés pour le meurtre de l'étudiant Den Praxon Ondemba

Mbela, la vingtaine, dans la nuit du 13 août à Owendo. Au poste de police, les deux présumés meurtriers auraient reconnu les faits.

Page 9

SOCIÉTÉ

RETOUR AU TRAVAIL



Après plusieurs jours de repos consécutifs aux fêtes de l'Assomption, de l'Indépendance et de l'Aïd-el-Kébir, les agents de l'administration publique ont repris hier mercredi 22 août le chemin du travail. Avec entrain et sans gueule de bois. Au grand bonheur des usagers venus aussi nombreux.

Page 6

POLITIQUE

Législatives 2018 : les ambitions se précisent

Page 2

ECONOMIE

Des prix toujours à la hausse

Page 5

FAIT DIVERS

"Sens Unique" interpelle le gouvernement

Page 9

n° 12801 - Jeudi 23 Août 2018

42e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63. Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

Affaire État gabonais contre Étienne Dieudonné Ngoubou

À LA BARRE LE 30 AOÛT



Initialement programmé ce jeudi, le procès État gabonais contre Étienne Dieudonné Ngoubou n'aura finalement pas lieu. Il a été renvoyé au jeudi 30 août 2018 pour des raisons techniques. Devant la barre, l'ancien membre du gouvernement devra répondre des faits présumés de détournement de deniers publics qui sont d'ordre criminel. C'est la première personnalité de haut rang à être jugée par la Cour criminelle spéciale mise en application par le Décret N° 00012/PR/MJGSDH du 5 janvier 2018.

Page 9

Pour moi quoi...

Dans quelle autre langue faut-il parler aux opérateurs économiques de chez nous pour qu'ils comprennent ?

Une fois de plus, un mastodonte hyper chargé vient d'être impliqué dans un grave accident qui a fait quatre morts et autant de blessés dans un village proche de Kango (encore ?). Un accident, diriez-vous, est un accident. Mais celui-là, on aurait l'éviter si les exploitants forestiers installés dans l'hinterland faisaient un effort de respecter les mesures prises par l'État pour limiter toutes ces casses dont leurs mastodontes sont les auteurs sur nos routes. Et dire que ce n'est pas faute aux pouvoirs publics de n'avoir rien entrepris. Par exemple, l'interdiction qui leur a été signifiée de ne plus circuler les week-ends, les jours fériés et les nuits. Ainsi que les surcharges...

C'est vrai, et on le sait très bien. Chez nous,

contrairement à d'autres pays où ils sont installés, on est plus compréhensibles avec ces exploitants forestiers parce qu'on est plus respectueux avec celui qui participe au développement du pays avec nous. Est-ce pour autant une raison pour bafouer nos textes et lois ? Ou alors, ils font à leur tête et se comportent en pays conquis. Avec les Gaulois, ce n'était pas comme ça. On se comprenait. Maintenant, si les Indonésiens, Singapouriens, Chinois, Malaisiens estiment qu'il y a la barrière de la langue, qu'ils le disent clairement !

De toute façon, si ça continue ainsi, on finirait par leur dire un jour, basta. Car, la première ressource d'un pays, c'est sa population. Et la nôtre mérite d'être protégée.

... Makaya